

L'Europe centrale est actuellement la principale zone de tension sur le continent européen.

Les principaux points de tension entre l'Union Européenne et la Russie.

- Les pays baltes, inclus dans l'Union Soviétique après la Seconde Guerre Mondiale jusqu'à la chute de l'Union Soviétique, comprenant des minorités russes, pour certaines déjà existantes lors de l'empire des tsars.
- L'enclave de Kaliningrad, une ouverture de la Russie sur la Baltique, considérée comme intérêt stratégique.
- La Crimée, intégrée à l'empire russe par l'impératrice Catherine II, rattachée à l'Ukraine par le régime communiste ; le port de Sébastopol, présentant un intérêt stratégique pour la flotte russe et l'ouverture sur la Mer Noire ; le détroit de Kertch, unique voie d'accès entre la Mer d'Azov et la Mer Noire.
- Le Donbass, province orientale de l'Ukraine, en état de guerre depuis plusieurs années.
- L'Ukraine et sa relation avec l'Union Européenne.

La recherche de débouchés maritimes constitue un élément permanent de la stratégie des dirigeants russes, depuis la fondation de Saint-Pétersbourg par Pierre le Grand (1703), l'annexion de la Crimée par l'impératrice Catherine II et la fondation du port de Sébastopol (1783).





Kaliningrad anciennement Königsberg en Prusse-Orientale, est une ville de Russie située dans une enclave territoriale, l'oblast de Kaliningrad, totalement isolée du reste du territoire russe, entre la Pologne et la Lituanie :

- Seul port russe sur la Baltique, libre de glaces en hiver.
- Base navale de Baltiisk, une des deux bases de la flotte russe de la Baltique (l'autre base principale est celle de Kronstadt).
- Chantier naval YANTAR.

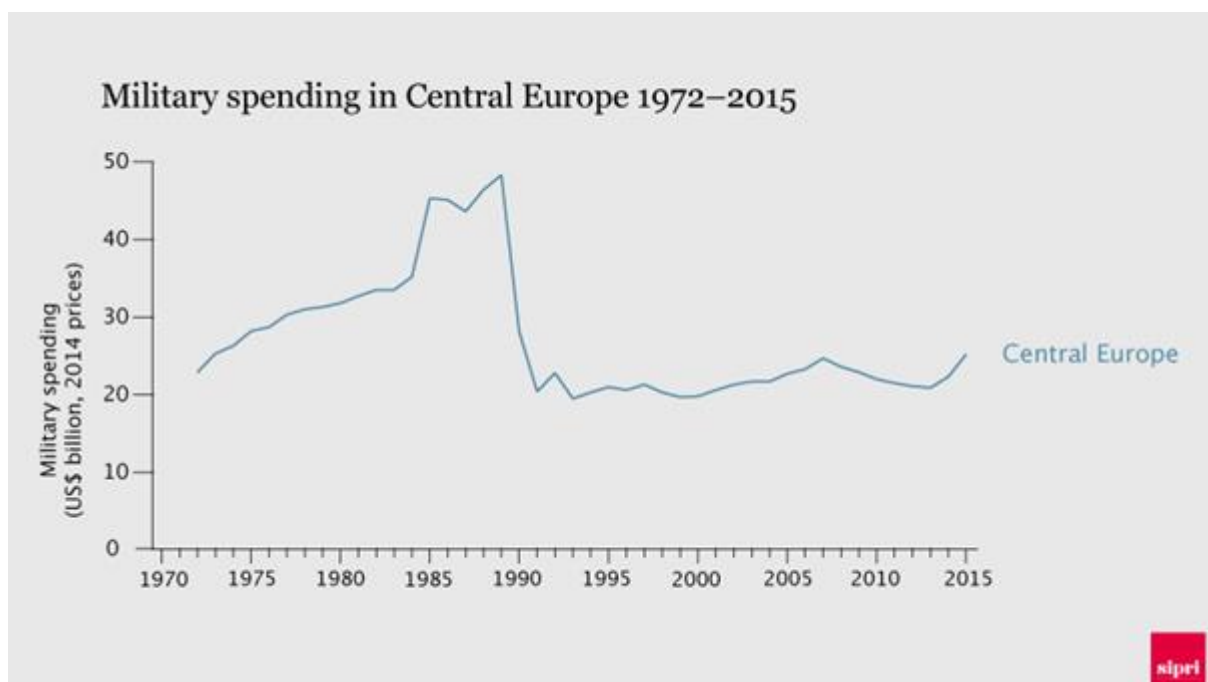
Les pays baltes- Estonie, Lettonie, Lituanie- constituent une zone potentielle de tension par leur situation géographique et par la présence de fortes minorités russes dans ces États.

Depuis une décennie, la Mission OTAN de police aérienne des pays baltes est assurée, à tour de rôle, par des avions de chasse des États membres, les États baltes ne disposant pas d'aviation permettant de surveiller leur espace aérien.

Crimée et crise ukrainienne

Les relations entre la Russie et l'Ukraine sont des relations internationales bilatérales complexes qu'entretiennent la Fédération russe et l'Ukraine, deux États limitrophes de l'espace post-soviétique (en). Ces relations sont amplement tendues depuis 2014, proches d'un état de guerre, en raison de la crise de Crimée, qui voit la Russie annexer la Crimée et Sébastopol (territoires de l'ancien empire russe mais devenus ukrainiens par décision, en 1954, du 1^{er} secrétaire du PUCS rattachant la péninsule de Crimée à la RSS d'Ukraine, à l'époque membre de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour le 300^{ème} anniversaire du traité de Pereïaslav, marquant l'union entre la Russie et les provinces d'Ukraine de l'époque) mais aussi du conflit dans le Donbass, dans lequel la Russie est suspectée d'intervention.

Le 18 mars 2014, la Crimée et Sébastopol sont intégrés à la Fédération de Russie.



EUROPE CENTRALE : DEPENSES MILITAIRES

Dépenses en milliards US\$ constants base 2017

	2009	2013	2014	2018	% PIB	2018 en
EUROPE CENTRALE	19.4	17.8	18.8	26.1		24.1
POLOGNE	7.3	7.7	9.6	10.7	2%	11.6
ROUMANIE	2	2	2.2	4.3	2%	4.6
REPUBLIQUE TCHEQUE	2.5	1.8	1.8	2.4	1.1%	2.7
HONGRIE	1.3	1	1	1.6	1.1%	1.6
SLOVAQUIE	1.2	0.8	0.8	1.2	1.2%	1.3

L'Europe centrale comprend moins d'une vingtaine d'Etats, anciennement intégrés dans « l'empire soviétique ».

Les cinq Etats ci-dessus assurent les trois quarts de dépenses militaires de la zone Europe centrale. La douzaine d'autres Etats n'assurent des dépenses militaires individuelles qu'inférieures à un milliard US\$ annuellement ; intégrés pour la plupart dans l'OTAN, ces Etats « comptent » sur sa protection et celle des USA.

Représentant 7.8% des dépenses militaires de l'Europe et 1.6% des dépenses mondiales, les dépenses militaires de la sous-zone Europe Centrale ont augmenté de 12% par rapport à 2017 et 35% par rapport à 2009.

La **Pologne** représente 41% des dépenses en volume de la zone Europe Centrale, en augmentation de 8.9% par rapport à 2017 et de 48% par rapport à 2009 ; ces dépenses s'élèvent à 2% du PIB en 2018 (contre 1.8% en 2009) et 0.6% des dépenses militaires mondiales. Le groupe **PGZ Polska Grupa Zbrojeniowa** (PGZ SA) holding d'Etat destiné à détenir les sociétés polonaises de l'industrie de défense est classé dans le TOP 100.

Les importations polonaises représentent 0.6% des importations mondiales militaires pour les deux périodes 2014-18 et 2009-13, en augmentation de 2.5% ; les principaux fournisseurs étaient l'Allemagne (28%), la Finlande (20%), l'Italie (16%).

Une modernisation de l'armée est prévue à l'horizon 2026, concernant les avions de combat, les hélicoptères et les sous-marins. En 2015- 2016, la Pologne a acquis des missiles de croisière aéroportés, en 2018, des missiles balistiques US à courte portée, un système anti-missile Patriot US pour 4.75 milliards US\$.

La Roumanie porte le second budget de dépenses militaires de la sous-zone, en croissance en volume de 112% par rapport à 2009, s'élevant à 1.9% du PIB en 2018 (contre 1.3% en 2009) et 0.3% des dépenses militaires mondiales. La Roumanie acquiert des F-16 pour remplacer les MIG 21.

Les budgets **des Etats Baltes** (s'élevant globalement à un montant légèrement supérieur à 2 milliards US\$), évoluent dans le même sens de croissance, poussés, en partie, par la perception d'une menace croissante de la Russie.